

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix - Travail - Patrie

-----  
MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE  
ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE  
-----

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace - Work - Fatherland

-----  
MINISTRY OF MINES, INDUSTRY  
AND TECHNOLOGICAL DEVELOPMENT  
-----

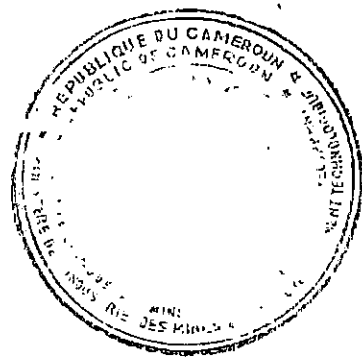
**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT  
N°003/MINMIDT/SG/DAG/SDBMM/SMP/2021 DU 04 MARS 2021\_**

**POUR REALISATION DES PROTOTYPES DE DESINFECTEUR  
AUTOMATIQUE DES MAINS**

**FINANCEMENT : FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE  
CORONAVIRUS**



Pièce n° 1 :  
Avis d'Appel d'Offres (AAO)



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE  
N° 00003 AONR/MINMIDT/SG/DAG/SDBMM/SMP/2021 DU 04 MARS 2021  
Pour la réalisation des prototypes de désinfecteur automatique des mains

**1. Objet de l'Appel d'Offres**

Le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique lance un Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation des prototypes de désinfecteur automatique des mains.

**2. Consistance des prestations**

Les prestations du présent marché sont contenues dans les TDR.

**3. Délais de livraison**

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est de trois (03) mois.

**4 Allotissement**

Les prestations objet du présent Appel d'offres se feront en un lot unique.

**5. Montant prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de vingt millions (20.000.000) de Francs CFA TTC.

**6. Participation et origine**

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises suivantes, retenues à l'issue de l'Appel à Manifestation d'intérêt lancé à cet effet :

- AUI TECHNO : B.P :30835 Yaoundé Tél 699 50 40 40
- KIAMA S.A : B.P 15709 Yaoundé Tel : 697 81 25 15
- ETS NYOMA : Tél : 677 57 47 35

**7. Financement**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Fonds de Solidarité Nationale de lutte contre le Coronavirus.

**8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables, au Service des Marchés

du MINMIDT, porte 116 de l'Immeuble Ministériel «Rose», dès publication du présent avis

**9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le dossier peut être obtenu aux heures ouvrables, au Service des Marchés du MINMIDT, porte 116 de l'Immeuble Ministériel «Rose» dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) francs CFA, payable au Trésor Public.

**10. Remise des offres**

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir au Service des Marchés du MINMIDT, porte 116 de l'Immeuble Ministériel «Rose», au plus tard le 25 MARS 2021 à 13 heures et devra porter la mention :

**COPIE**





**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE  
D'URGENCE N° 00003 AONR/MINMIDT/SG/DAG/SDBMM/SMP/2021**

**DU 10 Mars 2021**  
**Pour la réalisation des prototypes de désinfecteur des mains**  
**« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**

### **11. Cautionnement provisoire**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou assurance agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO d'un montant **400 000 (quatre cent mille) Francs CFA**.

Chaque caution de soumission a une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date de dépôt des offres.

### **12. Recevabilité des offres**

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

### **13. Ouverture des plis**

L'ouverture des plis se fera en deux temps. L'ouverture des offres administratives et techniques aura lieu **le 25 MARS 2021 à 14 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés sis au Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique. Les soumissionnaires peuvent éventuellement assister à la séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix et ayant une parfaite maîtrise du dossier. L'ouverture des offres financières se fera ultérieurement et concernera uniquement les prestataires qui auront obtenu la note technique requise

### **14. Critères d'évaluation**

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des candidats.

#### **14.1 Critères éliminatoires**

- Dossier administratif incomplet ou non conforme 48h après le dépôt des offres ;
- fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- présence d'information financière dans l'offre technique ;
- absence de caution de soumission
- dossier financier incomplet
- absence de preuve de réalisation d'au moins un prototype de désinfecteur automatique
- note technique globale inférieur à 80/100.



## 14.2. Critères essentiels

N°	Critères	Note
1	Présentation générale de l'offre	/05
2	Qualification des experts	/35
3	Références	/60
	<b>TOTAL</b>	<b>/100</b>

## 15. Attribution

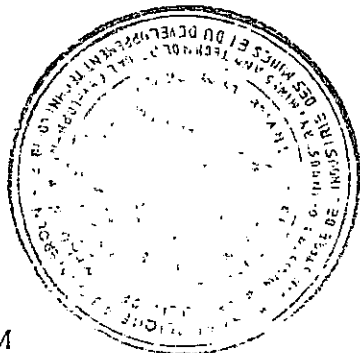
Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre technique aura été jugée satisfaisante et dont l'offre financière sera la moins disante.

## 16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

## 17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre général peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés du MINMIDT, porte 116 de l'Immeuble Ministériel «Rose».



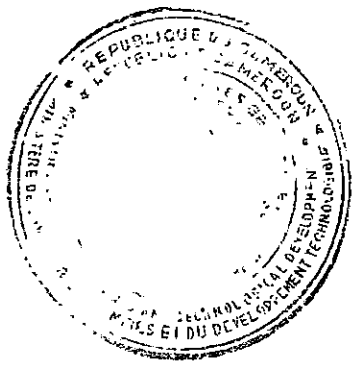
Yaoundé 04 MARS 2021,

**Le Ministre des Mines, de l'Industrie  
et du Développement Technologique**

### Copies :

- ARMP
- Président CMPM
- Affichage

*Dodo Ndoké Gabriel*



Handwritten signature or text, possibly "Linda" followed by illegible characters.

MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE  
ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

MINISTRY OF MINES, INDUSTRY  
AND TECHNOLOGICAL DEVELOPMENT

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE  
N° 001/0002/RNIT/MINMIDT/SG/DAG/SDBMM/SMP/2021 OF 4 MARS 2021  
FOR THE PRODUCTION OF AUTOMATIC HAND DESINFECTOR PROTOTYPES.

**1. Subject of the invitation to tender**

The Ministry of Mines, Industry and Technological Development launches an invitation to tender for the production of automatic hand disinfectant prototypes.

**2. Nature of services**

The services of this contract are contained in the terms of references.

**3. Execution deadline**

The maximum execution deadline provided for by the Contracting Authority shall be three (03) months.

**4. Allotment**

The services shall be divided into one lot

**5. Estimated cost**

The estimated cost of the operation following prior studies stands at 20 000 000 (twenty) millions

**6. Participation and origin**

Participation in this invitation to tender is open to the companies below:

- AUI TECHNO : B.P :30835 Yaoundé Tél:699 50 40 40
- KIAMA S.A : B.P 15709 Yaoundé Tél: 697 81 25 15
- ETS NYOMA : Tél : 677 57 47 35

**7. Financing**

Services forming the the subject of this invitation to tender shall be financed by the national solidarity fund to fight against COVID-19

**8. Consultation of Tender File**

The file may be consulted during working hours at the service of public contracts of MINMIMIDT, door N° 116 Tél: 222 23 91 38 as soon as this notice is published.

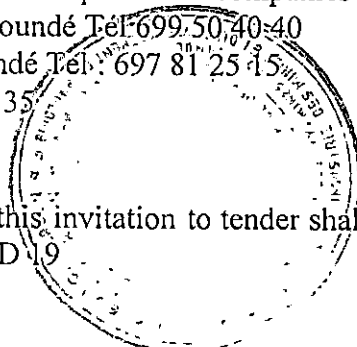
**9. Acquisition of the Tender File**

The file may be obtained from at the service of public contracts of MINMIMIDT, door N° 116 Tél: 222 23 91 38 as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of 20 000 (twenty thousand) CFA francs, payable at the public treasure.

**10. Submission of tenders**

Each tender drafted in English or French in seven (07) copies including the original and six (06) copies marked as such and shall be submitted against receipt at the Service of Public

COPIE



2011 04 02



Contracts of MINMIDT, Door 116 tél: 222. 23 91 38, not later than the 25 MARS 2021, at 13:00 local time and shall carry the inscription:

**RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE**  
**000003/RNIT/MINMIDT/SG/DAG/SDBMM/SMP/2021 OF 4 MARS 2021**  
**FOR THE PRODUCTION OF AUTOMATIC HAND DESINFECTOR PROTOTYPES**  
**«To be opened only during the bid-opening session»**

### 11. Bid bond

Under risk of being rejected, each bidder must include in his administrative documents, a bid bond issued by a first rate-bank approved by the Ministry the amount of 400 000 (four hundred thousand) valid for thirty (30) days beyond the original date of the validity of the offers.

### 12. Admissibility of offers.

Subject to being rejected, the administrative documents required must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender.

These documents must not be older than three (3) months preceding the original date of submission of bids or must not have been established after the signing of the tender notice.

In accordance with the prescriptions of this notice and tender file, any incomplete offer in shall be declared inadmissible. This applies especially to the absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance.

### 13. Opening of bids

The bids shall be opened in two phases. The administrative file and the technical offer shall be opened first followed by the opening of the financial offers of bidders who obtained the minimum required technical score.

The opening of bids shall take place on 5 MARS 2021 at 14:00. o'clock by the Tenders Board of the MINMIDT, door N° 153.

Only bidders can attend or be duly represented by a person of their choice.

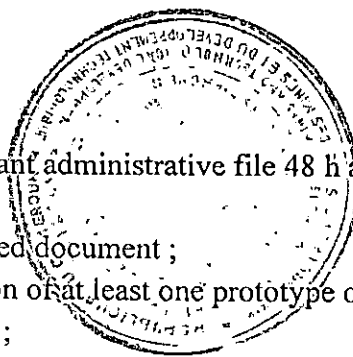
### 14. Evaluation criteria

#### 1. Eliminary criteria

- Incomplete or non-compliant administrative file 48 h after the opening of bids ;
- Absence of the bid bond ;
- False declaration or falsified document ;
- Lack of proof of production of at least one prototype of automatic hand disinfectant;
- Incomplete financial offer ;
- Presence of financial information in technical offer ;
- Technical score lower than 80/100.

#### 2. Essential criteria

- Presentation of the offer (05 points) ;
- References in similar services (60 points) ;
- Mission staff (35points) ;





### 15. Award

The contract shall be awarded to the candidate having scored at least 80/100 of the essentials criteria and having the least bid.

### 16. Validity of offers

Bidders shall remain committed to their offers for 90 days from the deadline set for the submission of tenders.

### 17. Complementary information

Complementary information may be obtained during working hours from the Service of Public Contracts of MINMIDT door N° 116.

#### Copy:

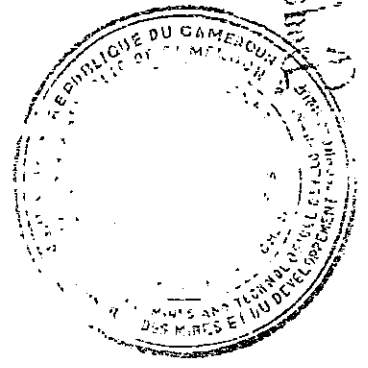
- ARMP
- Chairpersons concerned
- Notice boards

### THE MINISTRY OF MINES, INDUSTRY AND TECHNOLOGICAL DEVELOPMENT



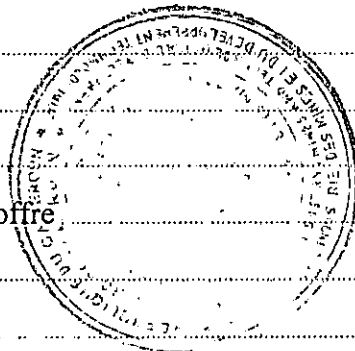
A circular stamp with a double border. The outer border contains the text 'REPUBLIQUE DU CAMEROUN' at the top and 'LE MINISTRE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE' at the bottom. The inner border contains the text 'LE MINISTRE' at the top and 'THE MINISTER' at the bottom. The center of the stamp features a map of Cameroon. A handwritten signature in black ink is written over the stamp. Below the signature, the name 'Dodo Ndoké Gabriel' is printed in a stylized, cursive font.

Jordan Sahbi



# Table des Matières

<b>A. Généralités</b>	.....
Article 1 : Portée de la soumission	.....
Article 2 : Financement	.....
Article 3 : Fraude et corruption	.....
Article 4 : Candidats admis à concourir	.....
Article 5 : Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine	.....
Article 6 : Qualification du Soumissionnaire	.....
<b>B. Dossier d'Appel d'Offres</b>	.....
Article 7 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres	.....
Article 8 : Éclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours	.....
Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres	.....
<b>C. Préparation des offres</b>	.....
Article 10 : Frais de soumission	.....
Article 11 : Langue de l'offre	.....
Article 12 : Documents constituant l'offre	.....
Article 13 : Prix de l'offre	.....
Article 14 : Monnaies de l'offre	.....
Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire	.....
Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures	.....
Article 17 : Documents attestant la conformité des fournitures	.....
Article 18 : Documents attestant la qualification du Soumissionnaire	.....
Article 19 : Caution de soumission	.....
Article 20 : Délai de validité des offres	.....
Article 21 : Forme et signature de l'offre	.....
<b>D. Dépôt des offres</b>	.....
Article 22 : Cachetage et marquage des offres	.....
Article 23 : Date et heure limite de dépôt des offres	.....
Article 24 : Offres hors délai	.....
Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres	.....

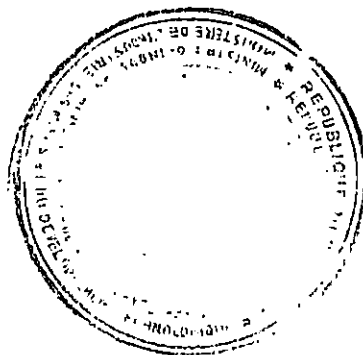


**E. Ouverture des plis et évaluation des offres**.....

- Article 26 : Ouverture des plis et recours.....
- Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure.....
- Article 28 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l’Autorité contractante.....
- Article 29 : Conformité des offres.....
- Article 30 : Évaluation de l’offre technique.....
- Article 31 : Qualification du soumissionnaire.....
- Article 32 : Correction des erreurs.....
- Article 33 : Conversion en une seule monnaie.....
- Article 34 : Évaluation des offres au plan financier.....
- Article 35 : Marge de préférence.....
- Article 36 : Comparaison des offres.....

**F. Attribution du Marché**.....

- Article 37 : Attribution du marché.....
- Article 38 : Droit de l’Autorité contractante de déclarer un appel d’offres infructueux ou d’annuler une procédure.....
- Article 39 : Droit de modification des quantités lors de l’attribution du Marché .....
- Article 40 : Notification de l’attribution du marché .....
- Article 41 : Publication des résultats d’attribution du marché et recours.....
- Article 42 : Signature du marché.....
- Article 43 : Cautionnement définitif.....



# Règlement Général de l'Appel d'Offres

## A. Généralités

### Article 1 : Portée de la soumission

- 1.1. L'Autorité Contractante définie, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un Appel d'Offres en vue de l'obtention des Fournitures et Services connexes brièvement définis dans le RPAO et spécifiés dans le Descriptif de la Fourniture ainsi que le Bordereau des Quantités. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'Appel d'Offres figurent dans le RPAO. Il y est fait ci-après référence sous le terme "les Fournitures".
- 1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit livrer les fournitures dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court, sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer la livraison des fournitures ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.
- 1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, les termes "Maître d'Ouvrage" et "Maître d'Ouvrage Délégué" sont interchangeable et le terme "jour" désigne un jour calendaire. ?

### Article 2 : Financement

La source de financement des fournitures objet du présent Appel d'Offres est précisée dans le RPAO.

### Article 3 : Fraude et corruption

- 3.1. L'Autorité Contractante exige des soumissionnaires et de ses cocontractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. En vertu de ce principe, l'Autorité Contractante:

a. Définit, aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

- i. est coupable de "corruption" quiconque offre, donne sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;
- ii. quiconque se livre à des "manœuvres frauduleuses", déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

iii. "pratiques collusoires" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

iv. "pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

v le 'conflit d'intérêt' est toute situation dans laquelle l'intérêt financier ou personnel d'un agent ou d'une entité publique est de nature à compromettre la transparence dans la passation des marchés publics

b. Toute proposition d'attribution est rejetée s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent public, coupable de corruption, s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives ou encore en situation de conflit d'intérêt lors de l'attribution de ce marché.

- 3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

#### **Article 4 : Candidats admis à concourir**

- 4.1. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.
- 4.2. En règle générale, l'Appel d'Offres s'adresse à tous les fournisseurs, sous réserve des dispositions ci-après :
  - a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement.
  - b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt.
    - i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou
    - ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent Appel d'Offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous- traitants dans plus d'une offre.
    - iii l'autorité contractante ou le maître d'ouvrage possèdent des intérêts financiers dans sa géographie du capital de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics
  - c. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.
  - d. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle peut démontrer qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous la tutelle ou l'autorité directe voire indirecte de l'Autorité Contractante

#### **Article 5 : Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine**

- 5.1. Toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché devront provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO.
- 5.2. Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale.
- 5.3. Le terme « provenir » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

#### **Article 6 : Qualification du Soumissionnaire**

- 6.1 Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :
  - a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire; et
  - b. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

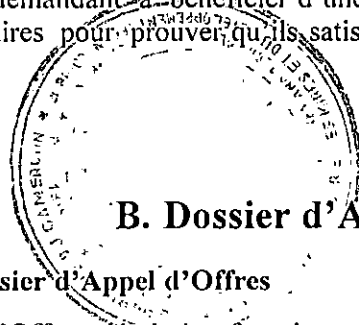
- i. la production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
- ii. l'accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii. les commandes acquises et les marchés attribués ;
- iv. les litiges en cours ;
- v. la disponibilité du matériel indispensable.

6.2 Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a. L'offre devra inclure tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus : Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c. La nature du groupement (*conjoint ou solidaire*) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
- d. Le membre du groupement désigné comme man- dataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis de l'Autorité Contractante pour l'exécution du marché;
- e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les sommes qui sont réglées par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais de livraison visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires demandant à bénéficier d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 35 du RGAO.



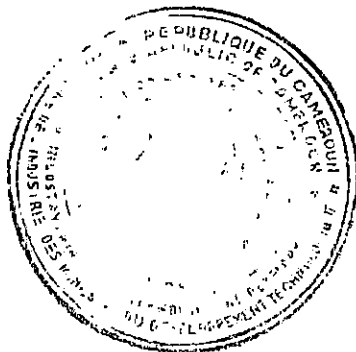
## B. Dossier d'Appel d'Offres

### Article 7 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

7.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des fournisseurs et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 9 du RGAO, il comprend les documents énumérés ci-après :

Pièce n° 1	La lettre d'invitation à soumissionner, applicable aux appels d'offres restreints
Pièce n° 2	L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) rédigé en français et en anglais et signé par l'Autorité Contractante
Pièce n° 3	Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) qui comprend les clauses types à ne pas modifier ;

Pièce n° 4	Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) contenant les dispositions de la pièce n° 2 qui doivent être complétées ou précisées dans le cadre de l'appel d'offres concerné
Pièce n° 5	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) qui traite de l'exécution du marché et des paiements y relatifs ;
Pièce n° 6	Le Descriptif de la fourniture comprenant la liste des fournitures et services connexes, le calendrier de livraison et d'achèvement, les Spécifications Techniques, et pour des projets complexes, les plans des fournitures et services connexes, les Inspections et essais de réception ;
Pièce n° 7	Le cadre du Bordereau des Prix et des Quantités /Calendrier de Livraison des fournitures, basées sur des termes contractuels normalisés (incoterms) ;
Pièce n° 8	Le cadre du Bordereau et le Calendrier d'Exécution des services connexes ;
Pièce n° 9	Le modèle de marché ;
Pièce n° 10	Modèles à utiliser par les soumissionnaires;
Pièce n° 11	Justificatifs des études préalables à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ;
Pièce n° 12	La liste des établissements bancaires et organismes financiers de premier rang habilités par le Ministre en charge des finances, pour émettre les cautions, dans le cadre des marchés publics, à insérer par l'Autorité Contractante.



7.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

#### **Article 8 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours**

- 8.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier 'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse de l'Autorité Contractante indiquée dans le RPAO. L'Autorité Contractante par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours pour les (AON) Vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.  
Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.
- 8.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de pré qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du maître d'ouvrage.
- 8.3. Le recours doit être adressé à l'Autorité Contractante avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission.  
Il doit parvenir à l'Autorité Contractante au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres.
- ;
- 8.4. L'Autorité Contractante dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;

#### **Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres**

- 9.1. L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.
- 9.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 7.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs à l'Autorité Contractante par écrit.
- 9.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps, compte tenu de l'additif, dans la préparation de leurs offres, à l'Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 23.2 du RGAO.

### **C. Préparation des offres**

#### **Article 10 : Frais de soumission**

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'Autorité Contractante n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

#### **Article 11 : Langue de l'offre**

L'offre ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais; auquel cas et

aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

## **Article 12 : Documents constituant l'offre**

12.1. L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

### *a. Volume 1 : Dossier administratif*

Il comprend :

- i. tous les documents attestant que le soumissionnaire :
  - a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
  - a acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
  - n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
  - n'est pas frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par la législation en vigueur.
- ii. la caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 19 du RGAO ;
- iii. la confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

### *b. Volume 2 : Offre technique*

#### *b.1. Les renseignements sur les qualifications*

Le RPAO précise la liste des documents à fournir attestant la qualification des soumissionnaires conformément aux articles 6.1, 6.2 et 18 du RGAO.

#### *b.2. Propositions techniques*

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment :

- i. Une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus techniques conformément à l'article 17 du RGAO ;
- ii. Le calendrier, le planning et le délai de livraison des prestations.

#### *b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché*

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- i. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ii. Les Spécifications Techniques (ST).

### *c. Volume 3 : Offre financière*

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

1. la soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ;
3. le Détail estimatif dûment rempli ;
4. le Sous-Détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

12.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d'Offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un marché.

### Article 13 : Prix de l'offre

13.1 Les conditions générales types des prix sont régies par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale à la date de l'Appel d'Offres ou à la date spécifiée dans le RPAO.

13.2 Les prix seront indiqués comme requis dans les modèles de bordereaux des prix fournis en annexe.

Le fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la Convention de financement.

Les prix proposés dans les formulaires de bordereaux des prix pour les Fournitures et Services connexes, seront présentés de la manière suivante :

- a. Pour les fournitures fabriquées au Cameroun :
  - i. le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures;
  - ii. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;
  - iii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPAO.
- b. Pour les fournitures à importer:
  - i. le prix des fournitures CIP-lieu de destination, ou CIF-port de destination, tel que stipulé au RPAO ;
  - ii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures du lieu de destination indiqué (CIP) à leur destination finale (site du Projet) spécifiée au RPAO ; et
  - iii. le prix des fournitures à importer peut être indiqué FCA lieu de destination ou CPT lieu de destination, si le RPAO le stipule; à la place du prix CIP indiqué en (b)(i) ci-dessus.
- c. Pour les fournitures déjà importées: *[Pour des fournitures déjà importées, le prix indiqué sera différent de la valeur originelle d'importation de ces fournitures déclarée en douane, et devra inclure toute réduction ou toute marge de l'agent ou du représentant local, ainsi que les coûts locaux y afférents, à l'exclusion des droits de douanes et taxes d'importation déjà payés et/ou restant à payer par le Fournisseur. Par souci de clarté, il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer : (a) leur prix comprenant les droits de douanes et d'importation initiaux, (b) le montant de ces mêmes droits de douanes et d'importation, et (c) leur prix, hors taxes d'importation qui est la différence entre les montants (a) et (b).]*
  - i. le prix des fournitures, incluant la valeur d'importation initiale des fournitures, et la marge

- (ou réduction) éventuelle, ainsi que les autres coûts associés, et les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
- ii. les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés (justifiés par des documents) ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
  - iii. le prix des fournitures obtenu par différence de (i) et (ii) ci avant ;
  - iv. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues au Cameroun si le Marché est attribué ;
  - v. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du projet) spécifiée dans le RPAO.
- d. Pour les services connexes, autres que transports intérieurs et autres services nécessaires pour acheminer les fournitures à leur lieu de destination finale, lorsque de tels services connexes sont requis :
- i. le prix de chaque élément faisant partie des services connexes y compris ;
  - ii. tous les droits de douane, taxes sur les ventes et autres taxes similaires perçues sur les services connexes au Cameroun si le marché est attribué.

13.3. Les prix offerts par le soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29.3 du RGAO.

13.4. Au cas où l'appel d'offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots, à la condition que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

#### **Article 14 : Monnaies de l'offre**

Les prix seront libellés dans les monnaies précisées ci-après :

- a. Pour les fournitures et services en provenance du Cameroun, les prix seront libellés en franc CFA ;
- b. Pour les fournitures et services en provenance d'un pays autre que celui de l'autorité contractante les prix seront libellés dans la monnaie du pays d'origine des fournitures ou en Euros.

#### **Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire**

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.

#### **Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures**

16.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des fournitures et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisfont aux critères de provenance.

16.2. Ces documents consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement.

## Article 17 : Documents attestant la conformité des fournitures

- 17.1. Pour établir la conformité des Fournitures et Services connexes au Dossier d'appel d'offre, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées dans le Descriptif de la Fourniture.
- 17.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des Fournitures et Services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions du Descriptif de la Fourniture.
- 17.3. Le soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage et pendant la période précisée au RPAO.
- 17.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par l'autorité contractante sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

Le soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de l'autorité contractante que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques.

## Article 18 : Documents attestant la qualification du Soumissionnaire

Les documents attestant que le soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché si son offre est acceptée établiront, à la satisfaction de l'autorité contractante :

- a. Si le RPAO le stipule, que dans le cas d'un soumissionnaire offrant de livrer en exécution du Marché, des fournitures qu'il ne fabrique ni ne produit par ailleurs, ledit soumissionnaire est dûment autorisé par le Fabricant de ces fournitures à les livrer au Cameroun ;
- b. Que le soumissionnaire a la capacité financière, technique et de production nécessaire pour exécuter le Marché ;
- c. Que, dans le cas où le Soumissionnaire n'exerce pas d'activité au Cameroun, il y est ou sera (si le Marché lui est attribué) représenté par un Agent doté des moyens et des capacités voulus pour assurer les tâches de maintenance, de réparation et de stockage de pièces de rechange correspondant aux obligations spécifiées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières et/ou les Spécifications techniques ;
- d. Que le soumissionnaire jouit d'une expérience pertinente pour des prestations similaires à celles prévues au DAO.

## Article 19 : Caution de soumission

- 19.1. En application de l'article 12 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

- 19.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'offres; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité Contractante. La Caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 20.2 du RGAO.
- 19.3. Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme non conforme. La Caution de Soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.
- 19.4. Les Cautions de Soumission des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours, après la publication du résultat de l'attribution.
- 19.5. La Caution de Soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.
- 19.6. La caution de soumission peut être saisie :
- a. si le Soumissionnaire :
    - i. retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans son offre ; ou
    - ii. n'accepte pas la correction des erreurs en application de l'article 30.4 du RGAO ; ou
  - b. si le Soumissionnaire retenu :
    - i. manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 42 du RGAO ; ou
    - ii. manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 43 du RGAO.

#### **Article 20 : Délai de validité des offres**

- 20.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante et, en application de l'article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non conforme.
- 20.2. Dans des circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du Soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 19 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission.
- Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.
- 20.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l'Autorité Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s).

La demande de l'autorité contractante devra inclure une formule de révision des prix. La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de

notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

#### **Article 21 : Forme et signature de l'offre**

21.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 12 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

21.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans en cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas.

Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

21.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de l'offre

### **D. Dépôt des offres**

#### **Article 22 : Cachetage et marquage des offres**

22.1. Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention «ORIGINAL» et «COPIE», selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

22.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

- a. Seront adressées à l'Autorité Contractante à l'adresse indiquée dans l'Avis d'Appel d'Offre ou le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
- b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention *"A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT"*.

22.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité contractante de renvoyer l'offre scellée si elle a été ouverte.

22.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué à l'article 22.2 susvisé, l'Autorité Contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

#### **Article 23 : Date et heure limite de dépôt des offres**

23.1. Les offres doivent être reçues par l'Autorité Contractante à l'adresse spécifiée à l'article 22.2 (a) du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

23.2. L'Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 9 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

## **Article 24 : Offres hors délai**

Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 23 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

## **Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres**

25.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l'Autorité Contractante avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 21.2 du RGAO.

La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

25.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 22 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite, dûment signée et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

25.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 25.1 leur seront envoyées sans avoir été ouvertes.

25.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Le retrait de son offre par un Soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la mobilisation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 19.6 du RGAO.

## **E. Ouverture des plis et évaluation des offres**

### **Article 26 : Ouverture des plis et recours**

26.1. La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister ou ceux qualifiés, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence. L'ouverture des plis en un temps est appropriée lorsque les critères de qualification aisément applicables.

26.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente; laquelle sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte.

Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

26.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [en cas d'ouverture des offres financières] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre

si elle est exigée, et tout autre détail que l'Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

26.4 Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

26.5 Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

26.6 A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la Commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires, et une copie aux MINMAP pour les dossiers nécessitant son visa préalable.

26.7 En cas de recours, prévu par la réglementation en vigueur, doit être adressé à au Ministre Délégué à la Présidence chargé des marchés publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Chef de la structure auprès de laquelle est placée la commission concernée. avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ; Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des Marchés ;

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

#### **Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure**

27.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché, ne sera donnée, aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.

27.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire, pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-Commission d'analyse dans l'évaluation des offres ou l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution, peut entraîner le rejet de son offre.

27.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 27.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

#### **Article 28 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante**

28.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, s'il le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la Sous-Commission d'analyse, lors de l'évaluation des soumissions conformément

aux dispositions de l'Article 32 du RGAO.

- 28.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la Sous-Commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

#### **Article 29 : Conformité des offres**

- 29.1. La Sous-Commission d'analyse procédera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.
- 29.2. La Commission des Marchés déterminera, après avis de la Sous-Commission d'analyse, si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.
- 29.3. Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omissions substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles :
- a. Qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des Fournitures et Services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
  - b. Qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou du Maître d'Ouvrage ou leurs obligations au titre du Marché ; ou les obligations du soumissionnaire au titre du Marché ; ou
  - c. Dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.
- 29.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.
- 29.5. L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

#### **Article 30 : Evaluation de l'offre technique**

- 30.1 La Sous-Commission d'analyse examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.
- 30.2 La Sous-Commission d'analyse évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 17 du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, du calendrier de livraison et du Descriptif de la Fourniture (Spécifications techniques, Plans, Inspections et Essais), sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.
- 30.3 Si, après l'examen des termes et conditions de l'Appel d'Offres et l'évaluation technique, la Sous-Commission d'analyse établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 29 du RGAO, elle proposera à la commission de Passation des Marchés d'écarter l'offre en question.

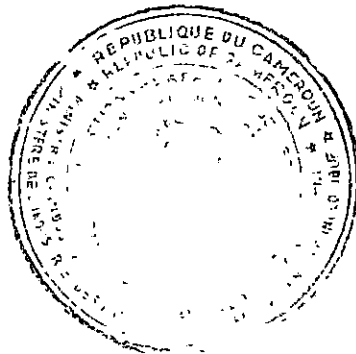
#### **Article 31 : Qualification du soumissionnaire**

La Sous-Commission s'assurera que le soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés

à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

### Article 32 : Correction des erreurs

- 32.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :
- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
  - b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous-totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
  - c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.
- 32.2. Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la Sous-Commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.
- 32.3. Si le soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.



### **Article 33 : Conversion en une seule monnaie**

- 33.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la Sous-Commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.
- 33.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la BEAC, en vigueur à la date limite de dépôt des offres dans les conditions définies par le RPAO.

### **Article 34 : Evaluation des offres au plan financier**

- 34.1. La Sous-Commission d'analyse procédera à l'évaluation et à la comparaison des offres dont elle aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, au sens des articles 29, 30 et 31 du RGAO, comme indiqué ci-après.
- 34.2. Pour cette évaluation, la Sous-Commission d'analyse prendra en compte les éléments ci-après :
- a. le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 13 du RGAO ;
  - b. Les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 32.3 du RGAO ;
  - c. Les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l'alinéa 13.4 du RGAO ;
  - d. Les ajustements, imputables à l'application d'une marge de préférence, le cas échéant, conformément à la clause 35 du RGAO.
- 34.3. Lors de l'évaluation du montant des offres, la Sous-Commission d'analyse exclura et ne prendra pas en compte :
- a. Dans le cas de Fournitures fabriquées au Cameroun, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des fournitures ;
  - b. Dans le cas de Fournitures déjà importées ou à importer, des droits de douane et autres droits d'entrée, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des fournitures ;
  - c. Dans le cas de Services connexes, des droits de douanes, taxes sur les ventes et autres taxes similaires qui seront dus sur les Services connexes en cas d'attribution du Marché;
  - d. De toute provision éventuelle pour révision des prix pendant la période d'exécution du Marché, lorsqu'elle est prévue dans l'offre.
- 34.4. Pour évaluer le montant de l'offre, la Sous-Commission d'analyse peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre, dont les caractéristiques, la performance des Fournitures et Services connexes et leurs conditions d'achat.

Les facteurs retenus et précisés dans le RPAO, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

### **Article 35 : Marge de préférence**

Si cette disposition est mentionnée dans le RPAO, les entrepreneurs nationaux peuvent bénéficier d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.

### **Article 36 : Comparaison des offres**

La Sous-Commission d'analyse comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins disante, en application des clauses 34 et 35 du RGAO.

## **F. Attribution du Marché**

### **Article 37 : Attribution du marché**

- 37.1. L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.
- 37.2. Si l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution.
- 37.3 Toute attribution de marchés de fourniture ce fait au soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant de critère d'évaluation et présentant l'offre évaluée à la moins disante

### **Article 38 : Droit de l'autorité contractante de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure**

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation de l'autorité chargée des Marchés Publics lorsque les offres ont été ouvertes, ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la Commission des Marchés compétente, sans qu'il y'ait lieu à réclamation

### **Article 39 : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché**

L'Autorité Contractante, lors de l'attribution du Marché, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer, d'un pourcentage ne dépassant pas 15 % , la quantité des fournitures et des services initialement spécifiée dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

### **Article 40 : Notification de l'attribution du marché**

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie, confirmée par lettre recommandée, que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que l'Autorité Contractante paiera au fournisseur au titre de l'exécution du marché et le délai d'exécution.

### **Article 41 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours**

- 41.0 Toute décision d'attribution d'un marché publics par les maitres d'ouvrage ou le maitre d'ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée.
- 41.1. L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'Observateur Indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.
- 41.2. L'Autorité Contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.
- 41.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de

quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

- 41.4. En cas de recours, il doit être adressé au Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics avec copies à l'Agence de Régulation des Marchés Publics, au Chef de la structure auprès de laquelle est placée la commission concernée et au Président de ladite Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

#### **Article 42 : Signature du marché**

- 42.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés concernée, pour examen et adoption.

- 42.2. L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la Commission des Marchés compétente et souscrit par l'attributaire.

- 42.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

#### **Article 43 : Cautionnement définitif**

- 43.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par l'Autorité Contractante, le co-contractant fournira au Maître d'Ouvrage un Cautionnement définitif, garantissant l'exécution intégrale des prestations sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d' Appel d' Offres.

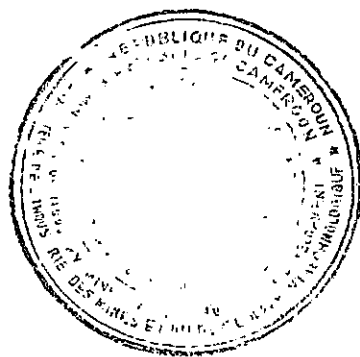
- 43.2. Le cautionnement peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

- 43.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

- 43.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation pure et simple du marché.



Pièce n° 4 :  
Règlement Particulier de l'Appel  
d'Offres (RPAO)



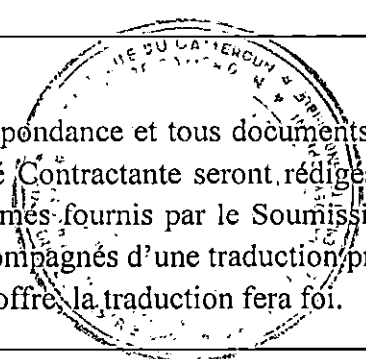
## Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

Les renseignements et les données qui suivent devront compléter ou préciser les clauses du Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO). En cas de divergence, les dispositions ci-après prévaudront sur les clauses du RGAO.

Réf. RGAO	<b>Généralités</b>						
1.1.	<p><b><u>Définition des fournitures :</u></b> Réalisation des prototypes de désinfecteur automatique des mains</p> <p><b><u>Nom et adresse de l'Autorité Contractante :</u></b> MINMIDT, Yaoundé</p> <p>Références de l'Appel d'Offres : Appel d'Offres National Restreint N° _____ /AONR/MINMIDT/SG/DAG/SDBMM/SMP/2021 DU _____</p>						
1.2.	<b><u>Délai de livraison :</u></b> trois (03) mois						
1.3.	<b><u>Nom et adresse du Maître d'Ouvrage :</u></b> MINMIDT, Yaoundé						
2.	<b><u>Source de financement :</u></b> Fonds de Solidarité Nationale de lutte contre le coronavirus						
4.2.	<p><b><u>Critères de participation :</u></b> La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises suivantes, retenues à l'issue de l'Appel à Manifestation d'intérêt lancé à cet effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- AUI TECHNO</li> <li>- KIAMA S.A</li> <li>- ETS NYOMA</li> </ul>						
6.1.	<p><b><u>Qualifications du soumissionnaire :</u></b> <b>Critères éliminatoires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dossier administratif incomplet ou non conforme 48h après le dépôt des offres ;</li> <li>- fausse déclaration ou pièces falsifiées ;</li> <li>- présence d'information financière dans l'offre technique ;</li> <li>- absence de caution de soumission ;</li> <li>- absence de preuves de réalisation d'au moins un désinfecteur automatique ;</li> <li>- dossier financier incomplet ;</li> <li>- note technique globale inférieur à 80/100.</li> </ul> <p><b>14.2. Critères essentiels</b></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <thead> <tr> <th style="width: 10%; text-align: center;">N°</th> <th style="text-align: center;">Critères</th> <th style="text-align: center;">Note</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">1</td> <td>Présentation générale de l'offre</td> <td style="text-align: center;">/05</td> </tr> </tbody> </table>	N°	Critères	Note	1	Présentation générale de l'offre	/05
N°	Critères	Note					
1	Présentation générale de l'offre	/05					

	2	<b>Qualification des experts</b> 1- Expert électronicien Bac + 5 en électronique, expériences dans la conception, modélisation et réalisation des équipements électroniques : 15 points 2- Expert électrotechnicien, Bac + 5 en électrotechnique, expériences dans la conception, modélisation et réalisation des équipements électriques : 10 points 3- Expert mécanicien, Bac + 5 en Mécanique, expériences dans la conception, modélisation et réalisation des équipements : 10 points	/35
	3	Références générales (réalisation des prototypes)	/30 (15 points par référence)
	4	Références spécifiques (réalisation des prototypes de désinfecteurs)	/30 (05 points par référence)
	<b>TOTAL</b>		<b>/100</b>

### Préparation des offres

	<b>Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours</b>	
8.1.	les renseignements complémentaires d'ordre général peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés du MINMIDT, porte 116 de l'Immeuble Ministériel «Rose», dès publication du présent avis.	
11	<b>Langue de l'offre :</b> L'offre ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en <b>français</b> ou en <b>anglais</b> . Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire pourront être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.	
12.1.	<b>Présentation des offres :</b> Les offres seront placées dans trois enveloppes intérieurs distinctes cachetées au nom du soumissionnaire et contenant chacune : <b>Enveloppe A: dossier administratif</b> Le dossier administratif contiendra les pièces suivantes: <ol style="list-style-type: none"> <li>1. une copie certifiée de la carte de contribuable datant de moins de trois (3) mois signée par les services compétents des impôts ou une attestation d'immatriculation;</li> <li>2. une attestation de non faillite établie par le Tribunal de Première Instance du lieu de résidence du</li> </ol>	

- soumissionnaire, datant de moins de trois (3) mois ;
3. une attestation de non redevance fiscale délivrée par le Directeur Général des Impôts ou son mandataire, en cours de validité ;
  4. une attestation signée du Directeur Général de la CNPS ou son mandataire certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite institution, en cours de validité ;
  5. un certificat de non exclusion des marchés publics délivré par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
  6. un registre de commerce complété le cas échéant par un pouvoir au(x) signataire(s) d'engager avec toutes les conséquences de droit la/les entreprise(s) pour la (les)quelle(s) la soumission est présentée ;
  7. Attestation et plan de localisation du siège du soumissionnaire visé par les services compétents.
  8. une attestation de domiciliation bancaire datant de moins de trois (3) mois, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances ;
  9. le reçu de versement des frais d'achat du dossier tel que précisé dans l'avis d'appel d'offres;
  10. une caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre et assurances agréées par le Ministère des Finances (suivant modèle joint) d'un montant de 600 000 (six cent mille);

**N.B. : Les pièces administratives devront, sous peine de rejet, être produites en original ou copies certifiées conformes par l'autorité du service émetteur et datées de moins de trois (03) mois à la date de remise des offres.**

#### **Enveloppe B: Offre technique**

Elle comprendra :

- le chronogramme des activités
- les preuves des publications scientifiques des candidats
- la liste nominative des experts devant accomplir les travaux (joindre copies certifiées des diplômes+ CV datés et signés)

#### **Le personnel clé.**

4- Expert électronicien;

Bac + 5 en électronique, expériences dans la conception, modélisation et réalisation des équipements électroniques.

5- Expert électrotechnicien;

Bac + 5 en électrotechnique, expériences dans la conception, modélisation et réalisation des équipements électriques.

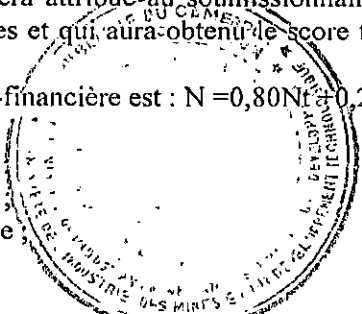
6- Expert mécanicien ; Bac + 5 en Mécanique, expériences dans la conception, modélisation et réalisation des équipements.

#### **Enveloppe C: Offre financière**

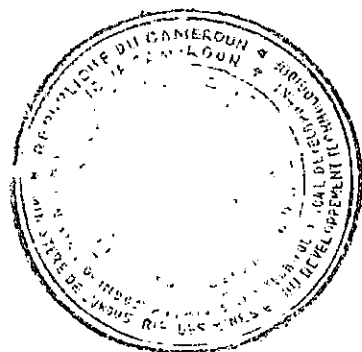
Elle regroupe les éléments permettant de justifier les coûts des prestations, à savoir :

- C.1. la soumission proprement dite, selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
- C.2. le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli;
- C.3. le Détail Quantitatif et Estimatif dûment rempli.

	<p>Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres.</p> <p><b>NB</b> : Les différentes parties d'un même dossier doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.</p>
<b>Prix et monnaie de l'offre</b>	
13.2.	<b>Variation des prix</b> : Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière.
14	<b>Monnaie de l'offre</b> : Les offres seront libellées exclusivement en francs CFA.
<b>Préparation et dépôt des offres</b>	
19.1.	<b>Montant de la garantie de l'offre</b> : Le montant de la garantie de l'offre (caution de soumission) quatre cent mille (400 000) FCFA.
19.2.	<b>Forme et validité de la caution de soumission</b> : La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans la pièce N°7 du présent Dossier d'Appel d'offres; et demeurera valide pendant <b>trente (30) jours</b> au-delà de la date limite initiale de validité des offres.
19.3.	<b>Défaut de la caution de soumission</b> : Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée comme non conforme.
20.1.	<b>Période de validité des offres</b> : La période de validité des offres est de <b>quatre-vingt-dix (90) jours</b> à partir de la date limite de dépôt des offres.
21.1.	<b>Nombre de copie des offres</b> : Les offres seront produites en <b>sept (07) exemplaires</b> dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels. En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.
21.2.	<p><b>Forme et signature des offres</b></p> <p>L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le signataire de l'offre.</p>
<b>Dépôt des offres</b>	
22.1.	<p><b>Cachetage et marquage des offres</b></p> <p>Le soumissionnaire placera l'original et les copies de chaque volume dans l'enveloppe intérieure correspondante qui sera scellée et cachetée. Les trois enveloppes intérieures seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure <b>anonyme</b>, portant uniquement les mentions :</p>

	<p align="center"><b>AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE</b>  <b>N°_004 AONR/MINMIDT/SG/DAG/SDBMM/SMP/2021 DU_04 MARS 2021</b>  <b>Pour la réalisation des prototypes de désinfecteur automatique des mains</b>  <b>« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »</b></p>
22.2	<p><b>Adresse de l'Autorité Contractante à utiliser pour l'envoi des offres :</b>  MINMIDT, Yaoundé</p>
23.1.	<p><b>Date, lieu et heure limite de dépôt des offres :</b> Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au MINMIDT, Yaoundé, au Services des Marchés publics, porte 116 au plus tard le ..... à 13 heures, heure locale</p>
24	<p><b>Offres hors délai :</b> Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après les dates et heures limites fixées pour le dépôt des offres sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.</p>
<p><b>Ouverture des plis et évaluation des offres</b></p>	
26.1	<p><b>Date, lieu et heure de l'ouverture des plis :</b>  L'ouverture des plis se fera en un seul temps, le _____ à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés sis au Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique.   Seuls les soumissionnaires assistent à cette séance d'ouverture ou s'y font représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite maîtrise du dossier.</p>
26.3.	<p><b>Procédure d'ouverture des plis :</b> Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toute variante, l'existence de la garantie de l'offre et le délai de livraison.</p>
<p><b>Attribution du marché</b></p>	
35.1.	<p><b>Attribution du marché :</b> Le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura proposé l'offre conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres et qui aura obtenu le score technique minimal de 80/100 et l'offre la mieux disante.  La formule de calcul de la note technico-financière est : <math>N = 0,80Nt + 0,20Nf</math>  <math>Nf = (100 \times MMd) / MS</math>  Nf = Score financier soumissionnaire ;  MMd = Montant évalué du moins disant ;  MS = Montant évalué du soumissionnaire  Nt = Score technique.</p> 

Pièce n° 4 :  
Cahier des Clauses Administratives  
Particulières (CCAP)



# Chapitre I : Généralités

## Article 1 : Objet du marché

Le présent Marché a pour objet la réalisation des prototypes de désinfecteur automatique des mains.

## Article 2 : Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé suivant la procédure d'Appel d'Offres n° \_\_\_/AONR/MINMIDT/CIPM/2021

## Article 3 : Définitions et attributions

### 3.1. Définitions générales

- L'Autorité Contractante (AC) est : le MINISTRE des MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE  
A ce titre, il est signataire du marché et en assure le bon fonctionnement. Il veille à la conservation des originaux des documents des marchés et à la transmission des copies à l'ARMP par le point focal désigné à cet effet.
- Le Chef de Service du Marché est le Directeur des Affaires Générales du MINMIDT ;  
Il veille au respect des clauses administratives, techniques et financières et des délais contractuels.
- L'Ingénieur du marché est: le Sous-Directeur du Développement Technologique, ci-après désigné l'Ingénieur ;

### 3.2. Nantissement

- L'autorité chargée de l'ordonnancement est : le MINFI ;
- L'autorité chargée de la liquidation des dépenses est : le MINFI ;
- L'organisme ou le responsable chargé du paiement est : le Trésorier Payeur Général ;
- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est le Directeur du Développement Technologique du MINMIDT

## Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables

4.1. La langue utilisée est le Français et/ou l'Anglais.

4.2. Le fournisseur s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

## Article 5 : Normes

Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans les TDR et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun, cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

## Article 6 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité

1. La lettre de soumission ;
2. La soumission du fournisseur et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et au Cahier des Clauses Techniques Particulières ci-dessous visés ;

3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Les Spécifications Techniques (ST) ou le CCTP
5. Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité les bordereaux des prix unitaires , l'état des prix forfaitaires , le détail ou le devis estimatif , la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous-détail des prix unitaires ;
6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fourniture mis en vigueur par arrêté n° 033 du 13 février 2007 ;
7. Les Termes de Référence (TDR) applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

#### **Article 7 : Textes généraux applicables**

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. la Loi n° 2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice budgétaire 2021;
2. le décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des marchés Publics modifié par le décret n°2012/076 du 8 mars 2012 ;
3. le Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics;
4. le Décret n° 2020/3221/PM du 22 juillet 2020 fixant la répartition de la Dotation du Fonds Spécial de Solidarité Nationale pour la Lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économiques et sociales ;
5. l'Arrêté n° 0207/A/MINMAP du 07 juillet 2018 portant création organisation et fonctionnement des Commissions Internes de Passation des Marchés Publics;
6. la Circulaire n°003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés publics ;
7. la Circulaire n°002/CAB/PM du 31 janvier 2011 portant amélioration de la performance du système des marchés publics ;
8. la Circulaire n°003/CAB/PM du 31 janvier 2011 portant sur les modalités de gestion de changements des conditions économiques des marchés publics ;
9. la Circulaire n°001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des marchés publics ;
10. la circulaire n° 00000242/C/MINFI du 30 décembre 2020 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au Suivi et au Contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat et Autres Entités Publiques pour l'exercice 2021 ;
11. la Circulaire n°004/LC/MINMAE/CAB du 25 janvier 2017 relative à la prise en compte des défaillances des entreprises dans l'exécution des marchés antérieurs dans l'attribution de nouveaux marchés ;
12. la Circulaire n° 00000220/C/MINFI du 22 juillet 2020 précisant les modalités d'organisation, de fonctionnement et du suivi-évaluation du Fonds Spécial de Solidarité Nationale pour la Lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économiques et sociales ;
13. les textes régissant les corps de métiers ;
14. les autres textes spécifiques aux domaines concernés par le marché.

#### **Article 8 : Communication**

8.1. Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent marché devront être faites aux adresses suivantes :

- a) Dans le cas où le fournisseur est le destinataire « Adresse du co-contractant ».
- b) Dans le cas où le maître d'ouvrage est le destinataire :

Monsieur le Monsieur le Ministre des Mines, de l'Industrie et du développement Technologique avec

copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service, et à l'ingénieur le cas échéant

- 8.2 Le fournisseur adressera toutes notifications écrites ou correspondances à l'Ingénieur, avec copie au Chef de Service.

#### **Article 9 : Ordres de service**

Les différents ordres de services seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

- 9.1. L'ordre de service de commencer les prestations est signé par l'Autorité Contractante et notifié au Co-contractant par ses services avec copie au Maître d'Ouvrage, au Chef de service, à l'Ingénieur, au Maître d'œuvre et à l'Organisme Payeur.
- 9.2. Les ordres de service ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par l'Autorité Contractante et notifiés au Cocontractant par ses services avec copie au Maître d'Ouvrage, au Chef de service, à l'Ingénieur, au Maître d'œuvre et à l'Organisme Payeur. Le visa préalable de l'Organisme Payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.
- 9.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal du projet seront directement signés par le chef de service des marchés et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur ou le Maître d'œuvre (le cas échéant) avec copie à l'Autorité Contractante, au Chef de Service.
- 9.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au Co-contractant par le Chef de service des Marchés du MINMIDT, avec copie l'Ingénieur.
- 9.5 Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations, pour cause d'intempéries, seront signés par le Maître d'Ouvrage après avis de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant par le chef de service des Marchés du MINMIDT.
- 9.6 Les ordres de service prescrivant les prestations nécessaires pour remédier aux désordres ne relevant pas d'un entretien normal qui apparaîtraient dans les ouvrages pendant la période de garantie, seront signés par le Chef de Service sur proposition de l'Ingénieur et notifiés au Co-contractant par l'Ingénieur.
- 9.7 Le Co-contractant adressera toutes notifications écrites ou correspondances à l'Ingénieur avec copie au Chef de service du Marché.
- 9.8. Le fournisseur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

#### **Article 10 : Matériel et personnel du fournisseur**

- 10.1. Toute modification même partielle, apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de Service. En cas de modification, le fournisseur fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.
- 10.2. En tout état de cause, les listes du matériel, et personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre, dans les quinze (15) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les prestations. Le Maître d'œuvre disposera de huit (8) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.
- 10.3. Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 74

## **Chapitre II : Clauses financières**

## Article 11 : Garanties et cautions

### 11.1. Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif fixé à 2% du montant TTC du marché.

Le cautionnement sera restitué, ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des prestations, à la suite d'une mainlevée délivrée par l'Autorité contractante après demande du fournisseur.

### 11.2. Cautionnement de garantie

Sans objet

### 11.3. Cautionnement d'avance de démarrage

*Sans Objet*

## Article 12 : Montant du marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du *détail ou devis estimatif* ci-joint, est de \_\_\_(en chiffres) \_\_\_\_\_(en lettres) francs CFA Toutes Taxes Comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : \_\_\_\_\_(\_\_\_\_) francs CFA
- Montant de la TVA : \_\_\_\_\_(\_\_\_\_) francs CFA

Le montant du marché calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

## Article 13 : Lieu et mode de paiement

13.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d'Ouvrage au fournisseur, dans les conditions indiquées dans le marché, le fournisseur s'engage par les présentes à exécuter le marché conformément aux dispositions du marché.

13.2. Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues après visa préalable des décomptes par le MINMAP de la manière suivante :

- a. L'Administration se libérera des sommes dues au Co-contractant par virement au compte n° \_\_\_\_\_ ouvert à la banque \_\_\_\_\_ au nom de \_\_\_\_\_
- b. Pour les règlements en devises, soit (montant en chiffres et en lettres HTVA), par crédit au compte n° \_\_\_\_\_ ouvert au nom du fournisseur à la banque \_\_\_\_\_

## Article 14 : Variation des prix

Les prix sont fermes et non révisibles.

## Article 15 : Formules de révision des prix

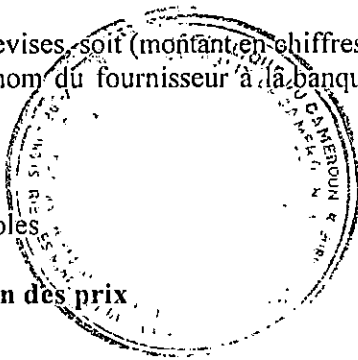
*Sans objet*

## Article 16 : Formules d'actualisation des prix

Sans objet.

## Article 17 : Avances

Le Maître d'Ouvrage peut accorder une avance de démarrage n'excédant pas 20% du montant du NAP.



### **Article 19 : Intérêts moratoires**

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément au Décret n° 2018/366 du 18 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

### **Article 20 : Pénalités de retard**

20.1. Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :

- a. *Un deux millième (1/2000è) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;*
- b. *Un millième (1/1000è) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.*

20.2. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base avec ses pénalités de retard.

### **Article 21 : Régime fiscal et douanier**

Le Décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 définit les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des marchés publics. La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

1. Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'IAR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
2. Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
3. Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché :
  - Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique)
  - Des droits et taxes communaux
  - Des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

### **Article 22 : Timbres et enregistrement des marchés**

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du fournisseur, conformément à la réglementation en vigueur.

## **Chapitre III : Exécution des prestations**

### **Article 23 : Brevet**

Le fournisseur garantira le Maître d'Œuvre contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

### **Article 24 : Lieu et délais de livraison**

24.1. Le lieu de livraison est le MINMIDT

24.2. Le délai d'exécution des prestations objet du présent marché est de trois (03) Mois.

24.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations

## **Article 25 : Rôles et responsabilités du fournisseur**

Le fournisseur a pour mission d'assurer la fourniture des biens tels que décrits dans le CCTP, sous le contrôle du Maître d'Œuvre et ce conformément au présent marché et aux règles et normes en vigueur.

## **Article 26 : Transport et assurances**

### **26.1. Emballage pour le transport**

Le fournisseur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le fournisseur doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

### **26.2. Assurance**

Les risques de toute nature pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le Fournisseur.

## **Article 27 : Essais et services connexes**

Les opérations de mise en œuvre (installation du matériel et mise en fonctionnement du réseau) se feront par le co-contractant.

## **Article 28 : Service après-vente et consommables**

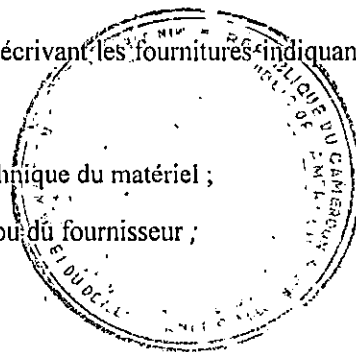
- un personnel qualifié capable d'assurer toutes les réparations nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement et ou accessoires qu'il a fournis ;
- un stock suffisant de pièces de rechange.

## **Chapitre IV : De la réception**

### **Article 29 : Documents à fournir avant la réception technique**

Le fournisseur devra, dans un délai de dix (10) jours au moins avant la réception technique transmettre à l'Ingénieur du Marché les documents suivants :

- Copie de la facture du fournisseur décrivant les fournitures indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;
- Notification de la livraison ;
- le procès verbal de pré-réception technique du matériel ;
- Certificat de garantie du fabricant ou du fournisseur ;



### **Article 30 : Réception provisoire**

Avant la réception provisoire, le fournisseur demande par écrit au Maître d'Ouvrage avec copies au Chef de Service des Marchés Publics et à l'ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.

30.1. Epreuves comprises dans les opérations préalables à la réception notamment le procès verbal de pré-réception technique du matériel et de la mise en fonctionnement du réseau

30.2. La Commission de réception sera composée des membres suivants:

1. Le Maître d'Ouvrage ou son représentant – Président

2. Le Chef Service du Marché –Membre
3. Comptable Matières du MINMIDT - Membre
4. Rapporteur : l'Ingénieur du Marché ;
5. Un représentant du MINMAP (observateur)
6. Un représentant du MINFI
7. Un représentant du MINSANTE
8. Un invité désigné par le Maître d'Ouvrage ;
9. Le co-contractant.

La Commission examine le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des fournitures s'il y a lieu.

La visite de réception provisoire fera l'objet du procès-verbal de réception provisoire signé sur le champ par tous les membres de la commission.

Le procès-verbal de réception provisoire précise ou fixe la date d'achèvement des prestations.

30.3. Indiquer s'il est prévu des réceptions partielles

30.4. La période de garantie commence à la date de cette réception provisoire partielle

#### **Article 31 : Documents à fournir après réception provisoire**

Copie de la facture du fournisseur décrivant les fournitures indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;

- PV de réception provisoire ;
- Certificat de garantie du fabricant ou du fournisseur ;

#### **Article 32 : Délai de garantie**

32.1. La durée de garantie est d'au moins six (06) mois à compter de la date de réception provisoire des prestations.

#### **Article 33 : Réception définitive**

33.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

33.2. la procédure de réception est la même que celle de la réception provisoire.

33.4. La réception définitive marque la fin du marché. La signature contradictoire du décompte Général et définitif par le Maître d'Ouvrage et le fournisseur clôt définitivement le marché.

### **Chapitre V : Dispositions diverses**

#### **Article 34 : Résiliation du marché**

Le marché peut être résilié comme prévu au décret n° 2018/366 du 18 juin 2018 et également dans les conditions stipulées aux articles 57, 58 et 59 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

1. retard de plus de x jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des prestations de plus de x jours calendaires ;
2. retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10 % du montant des prestations ;
3. refus de la reprise des prestations non conformes ;
4. défaillance du fournisseur ;
5. non-paiement persistant des prestations.

**Article 35 : Cas de force majeure**

**35.1** Le Co-contractant notifiera rapidement par écrit au Maître d'Ouvrage l'existence de la force majeure et ses motifs. Sauf s'il reçoit des instructions contraires du Maître d'Ouvrage, le Co-contractant continuera à exécuter les obligations qui sont les siennes dans le cadre du marché, et s'efforcera de trouver tout autre moyen raisonnable d'exécuter les obligations entravées par la force majeure.

**35.2** Aux fins de la présente clause le terme « Force Majeure » désigne un événement échappant au contrôle du Co-contractant et qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible. De tels événements peuvent inclure sans que la liste soit limitative, les actes du Maître d'Ouvrage, soit au titre de la souveraineté de l'Etat, soit au titre du Marché, les guerres et les révolutions, les incendies, les inondations cyclones, les épidémies, les mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret, tremblement de terre et autres faits analogues.

**35.3** En cas de force majeure, le Co-contractant ne pourra voir sa responsabilité dérogée que s'il a averti par écrit le Maître d'Ouvrage de son intention d'invoquer cette force majeure et ce avant la fin du vingtième (20<sup>ème</sup>) jour qui a succédé à l'événement. En tout état de cause, il appartient au Maître d'ouvrage d'apprécier cette force majeure et les preuves fournies.

**Article 36 : Différends et litiges**

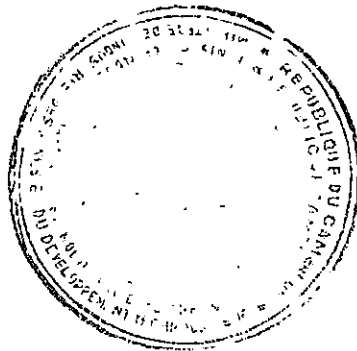
Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

**Article 37 : Edition et diffusion du présent marché**

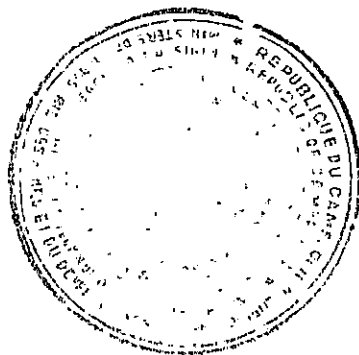
Quinze (15) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du fournisseur et fournis au chef de service.

**Article 38 et dernier : Entrée en vigueur du marché**

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par l'Autorité Contractante.. Il entrera en vigueur dès sa notification au fournisseur par cette dernière.



Pièce n° 6 :  
TERME DE REFERENCE



## **I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

En conformité avec ses objectifs de développement technologique, le MINMIDT se déploie à établir sur le territoire national le pont entre le système de formation, de recherche & développement, et celui de la production industrielle. L'objectif étant de contribuer à la formation des ressources humaines locales de qualité, à la valorisation des résultats de la recherche et à la protection des droits de Propriété Industrielle y afférents.

Par ailleurs, les chercheurs, inventeurs et innovateurs locaux dont il faut saluer le mérite, réalisent des inventions et innovations qui sont encore à un stade artisanal et ne remplissant pas les standards du marché international. Afin de les rendre compétitives sur le marché local, sous régional ou mondial, il est nécessaire d'en faire des prototypes qui obéissent aux normes internationales. D'où la nécessité de créer un cadre favorable à la mise en jonction entre des inventeurs, des universités, des centres de recherches, et des incubateurs des innovations technologiques pour la réalisation de prototypes capables de passer à la phase d'industrialisation.

En outre, les grands chantiers du Cameroun notamment les projets structurants, énergétiques, sanitaires et agro-industriels lancés sur l'ensemble du territoire national sont et le seront encore, de grands consommateurs de technologies issues des pays développés, acquises à des coûts exorbitants et pas souvent adaptées à notre contexte. L'une des solutions à la forte demande en technologies extérieures réside dans l'exploration et l'exploitation des technologies locales pouvant suppléer à ladite demande de manière satisfaisante et à réduire le déséquilibre de notre balance commerciale.

C'est pour adresser cette problématique que le MINMIDT en 2013, a mis en place un projet visant la réalisation aux normes industrielles, des prototypes des innovations technologiques susceptibles de répondre à la demande en technologie dans divers domaines, et dotées d'un potentiel économique important.

Face à la crise sanitaire qui secoue actuellement le monde entier, plusieurs équipes de recherche et développement constituées de chercheurs indépendants, d'enseignants-chercheurs et d'ingénieurs biomédicaux camerounais dont l'expertise est avérée, proposent la fabrication locale, des respirateurs artificiels portables alimentés à l'énergie solaire et moins coûteux que ceux disponibles sur le marché, et des désinfecteurs automatiques de mains.

Compte tenu d'une part, de l'impact socio-économique de tels équipements dans notre environnement, des capacités techniques et matérielles des inventeurs et innovateurs locaux en rapport avec la réalisation des prototypes des équipements susmentionnés, et d'autre part, des droits de propriété industrielle émanant de ces innovations technologiques, ainsi que du souci constant du gouvernement camerounais de promouvoir la recherche locale en santé publique, il a été proposé dans le budget du fonds COVID-19, la réalisation locale aux normes industrielles, des prototypes des innovations technologiques pouvant contribuer efficacement à la lutte contre cette pandémie.

## **II. OBJECTIF GLOBAL**

L'objectif général de ce projet est de participer de manière active à la lutte contre le COVID-19 à travers la réalisation, selon les normes en vigueur, des prototypes du désinfecteur automatique de mains, et la mise en place d'une petite unité de production industrielle.

### III.

### OBJECTIFS SPECIFIQUES

En 2020, la réalisation des prototypes de nos innovations technologiques doit permettre dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, de :

- ♦ Mettre en synergie d'action les inventeurs identifiés et les experts en matière de montage de prototypes industriels, en l'occurrence les universités et centres de recherche ;
- ♦ Signer une convention de partenariat entre le MINMIDT et les prestataires retenus pour la réalisation des prototypes des innovations identifiées ;
- ♦ Produire aux normes industrielles les prototypes ;
- ♦ Accorder une subvention pour la protection à l'OAPI, des prototypes produits ;
- ♦ Rechercher des partenaires financiers pour la production en série des prototypes ;
- ♦ Organiser un atelier de promotion des inventions valorisées.

### IV. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Le principal indicateur retenu pour apprécier la mise en œuvre du projet de réalisation des prototypes est le nombre de prototypes réalisés.

- Modélisation du prototype de désinfecteur automatique de mains avec modèles conceptuels et modèles économiques ;
- Réalisation de deux (02) prototypes fonctionnels de désinfecteur automatique de mains ;
- Acquisition et l'installation des équipements pour une petite unité de production des prototypes de désinfecteur automatique de mains.

### V. STRATEGIE DE DEROULEMENT DES TRAVAUX

La stratégie de mise en œuvre consiste à la mise en place d'une équipe chargée du suivi et évaluation et de la validation de la méthodologie des consultants pour la réalisation des prototypes. Le démarrage effectif des travaux sera conditionné par la compréhension mutuelle MINMIDT/DDTPI-Consultants, des présents termes de références.

Le projet de réalisation des prototypes qui a pour maître d'ouvrage le Ministère des Mines de l'Industrie et du Développement Technologique, se déclinera en un certain nombre d'opérations à mener, notamment :

- ✦ Signature des conventions de partenariat entre le MINMIDT et les prestataires retenus ;

- ✚ Travaux préliminaires (compréhension des TDR, réunions de concertation, etc.) ;
- ✚ Descentes sur les sites de travail des inventeurs dont les inventions ont été retenues ou identification des brevets concernés (équipe conjointe MINMIDT/Consultants) le cas échéant ;
- ✚ Analyse des brevets et documents techniques concernés, le cas échéant ;
- ✚ Production des modèles numériques (dessins industriels) ;
- ✚ Fabrication des prototypes fonctionnels, le cas échéant ;
- ✚ Expérimentation des prototypes réalisés ;
- ✚ Elaboration de la séquence de réalisation industrielle avec indication des outils mis en jeux ;
- ✚ Production et mise à disposition des documents techniques ;
- ✚ Elaboration d'une brève étude économique des prototypes ;
- ✚ Suivi et évaluation des travaux menés par le prestataire et validation des phases ;
- ✚ Elaboration du rapport final et des documents techniques ;
- ✚ Réception officielle des prototypes réalisés accompagnés des documents techniques.

**NB : Chacune des phases ci-dessus sera soumise à la validation de l'équipe de suivi et évaluation avant de passer à la phase suivante.**

## **VI. PARTIES PRENANTES**

La réussite de ces travaux sera garantie par une véritable synergie entre les différentes parties que sont :

- ♦ **Le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT) ;**
- ♦ **le Ministère de la Santé Publique ;**
- ♦ **le Ministère du Commerce ;**
- ♦ **Les Organismes de contrôle qualité et normalisation des innovations technologiques (ANOR, etc...).**

Les prestataires sélectionnés doivent justifier de l'intégration dans l'équipe des experts, les chercheurs et auteurs des inventions concernés.

## VII. TACHES ASSIGNEES AUX CONSULTANTS

Les travaux de préparation et d'exécution du projet connaîtront le concours d'experts dans différents domaines. Outre la signature avec le MINMIDT des conventions de partenariat relatives au projet, les principales tâches assignées aux experts consistent à :

- Participer aux travaux préliminaires (réunions de cadrage, examen des TDR, réunions de concertations etc...);
- Produire un rapport de descente sur les sites de travail des inventeurs dont les inventions ont été retenues ou identification des brevets concernés (équipe conjointe MIN-MIDT/Prestataire), le cas échéant ;
- Produire un rapport de l'analyse des brevets et documents techniques concernés, le cas échéant ;
- Réaliser l'analyse fonctionnelle des inventions concernées avec dessins industriels ;
- Proposer des modèles améliorés, le cas échéant ;
- Procéder à la modélisation conceptuelle des modèles validés par le maître d'ouvrage (dessins industriels, schéma fonctionnel, dessin sur ordinateur de chaque élément, modèle éclaté avec ordre de montage, modèle assemblé) ;
- Fabriquer des prototypes fonctionnels, cas échéant ;
- Placer les prototypes réalisés en situation de fonctionnement industriels et essais et amélioration des performances techniques ;
- Elaborer la séquence de réalisation industrielle avec indication des outils mis en jeu ;
- Produire et mettre à disposition des documents techniques ;
- Elaborer une brève étude économique des prototypes réalisés ;
- Elaborer le rapport final et les documents techniques concernés ;
- Procéder à la livraison officielle des prototypes réalisés accompagnés des documents techniques concernés.

## VIII. ORGANISATION DU MARCHE

Le marché concerné est :

- Conception, modélisation et réalisation du prototype du désinfecteur automatique de mains avec installation d'une petite unité de production en série ;

## IX. REPARTITION DE L'ENVELOPPE

L'enveloppe alloué à ce marché sont repris dans le tableau ci-dessous :

o	Activités	Coût (FCFA)
	Marché 1 : Conception, modélisation et réalisation des prototypes du désinfecteur automatique de mains avec installation d'une petite unité de production en série	20 000 000
	TOTAL	20 000 000

### LISTE DES OUTILLAGES POUR L'INSTALLATION D'UNE PETITE UNITE DE FABRICATION DES PROTOTYPES DE DESINFECTEURS AUTOMATIQUES DE MAINS

N°	Désignation	Qté
1	Jeux tournevis	03
2	station à souder	03
3	jeux tournevis à précision	03
4	jeux de clé plate	03
5	jeux de clé à leine	03
6	jeux de clé torz	03
7	multimètres	03
8	jeux de pince (coupante, universel, dénudé...)	03
9	alimentation stabilisée variable	03
10	pompe à dessouder	03
11	insoleuse	01
12	perceuse à colonne pour plaque électronique	02
13	pack solution pour insoler	03
14	imprimante pour plaque (CNC)	01
15	imprimante 3D	01
16	analyseur d'oxygène	01

## X. PROFIL DES PRESTATIRES

Le prototypage des inventions ou innovations technologiques est soumis à de fortes contraintes scientifiques et technologiques obligatoires en vue de l'industrialisation visée à terme.

Aussi, cette prestation est-elle réservée uniquement aux équipes de recherche indépendantes formellement constituées ou à celles regroupées au sein des universités, grandes écoles technologiques, incubateurs technologiques ou FABLAB du Cameroun.

## XI. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS CONCERNEES

Ces caractéristiques seront arrêtées de commun accord avec l'équipe de suivi et évaluation du marché pour une meilleure réponse aux normes industrielles.

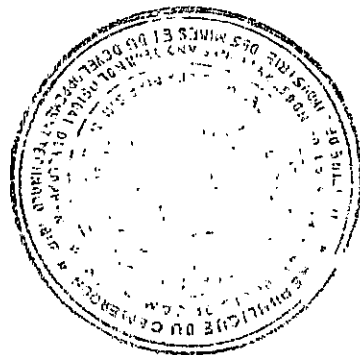
## XII. CHRONOGRAMME PREVISIONNEL

Pour le succès de ce projet, la durée totale moyenne de la production des prototypes est de quatre (04) mois

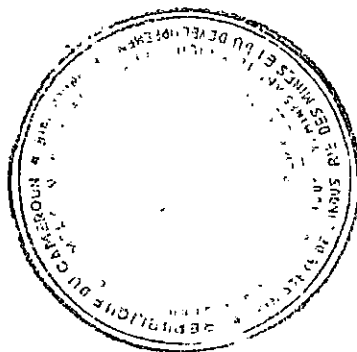
	Activités
	Mise à jour et validation des TDR et
	Travaux préliminaires (réunions de cadrage, examen des TDR, réunions de concertations etc...), rapport de cadrage
	Descente sur les sites de travail des inventeurs dont les inventions ont été retenues ou identification des brevets concernés (équipe conjointe MINMIDT/Prestataire)
	Analyse éventuelle des brevets et documents techniques concernés
	Analyse fonctionnelle des inventions concernées : dessins industriels, schéma fonction-

	nel, critiques et propositions
	Modélisation conceptuelle des modèles par le maître d'ouvrage : dessins industriels, schéma fonctionnel, dessin sur ordinateur de chaque élément, modèle éclaté avec ordre de montage, modèle assemblé
	Elaboration de la séquence de réalisation industrielle avec indication des outils mis en jeux,
	Installation, suivi et amélioration des performances techniques des prototypes sur les sites expérimentaux identifiés
	Production des documents techniques
	Elaboration de l'étude économique du projet
	Production du rapport final
	Livraison officiel des prototypes réalisés accompagnés des documents techniques concernés

**NB** : L'ensemble des activités de suivi-évaluation ainsi que d'encadrement réalisées par le MIN-MIDT pour cette prestation sont à la charge du prestataire.



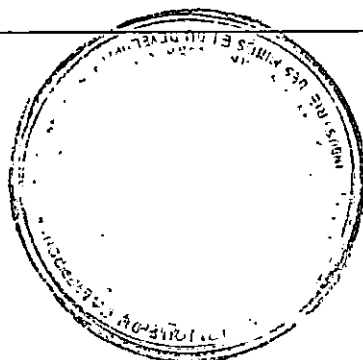
Pièce n° 6 :  
Cadre du Bordereau des prix unitaires  
et des prix forfaitaires



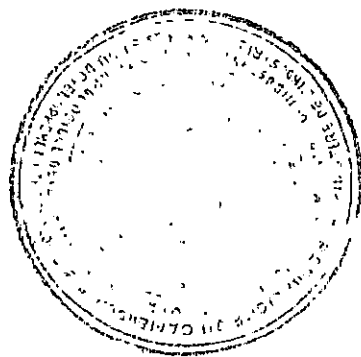
## BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	Description détaillée du prix	Prix unitaire HTVA en chiffres et en Francs CFA	Prix unitaire HTVA en lettres et en Francs CFA
01	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>la modélisation du désinfecteur automatique de mains avec modèles conceptuels et étude économique</b> L'unité à _____		
02	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché conformément aux prescriptions du (DF), <b>la réalisation d'un prototype de désinfecteur automatique de mains</b> y compris toutes sujétions L'unité à _____		
03	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'un Jeu tournevis</b> L'unité à _____		
04	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'une station à souder</b> L'unité à _____		
05	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'un jeu tournevis à précision</b> L'unité à _____		
06	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'un jeu de clé plate</b> L'unité à _____		
07	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'un jeu de clé à leine</b>		
08	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'un jeu de clé torz</b> L'unité à _____		
09	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'un multimètre</b> L'unité à _____		

10	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'un jeu de pince (coupante, universel, dénudé...)</b> L'unité à _____		
11	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'une alimentation stabilisée variable</b> L'unité à _____		
12	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'une pompe à dessouder</b> L'unité à _____		
13	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'une insoleuse</b> L'unité à _____		
14	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'une perceuse à colonne pour plaque électronique</b> L'unité à _____		
15	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'un pack solution pour insoler</b> L'unité à _____		
16	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'une imprimante pour plaque (CNC)</b> L'unité à _____		
17	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'une imprimante 3D</b> L'unité à _____		
18	Ce prix rémunère dans les conditions prévues au marché <b>l'acquisition d'un analyseur d'oxygène</b> L'unité à _____		

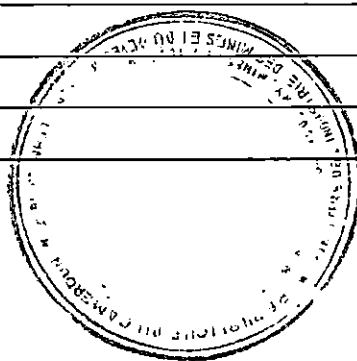


Pièce n° 7 :  
Cadre du détail estimatif



## DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

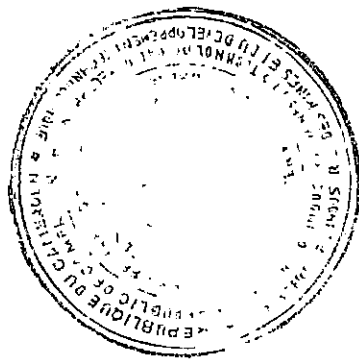
N°	Désignation	Quantité	Prix unitaire HTVA en Francs CFA	Prix total
1	Modélisation du désinfecteur automatique des mains avec modèles conceptuels et étude économique	01		
2	Réalisation de prototypes fonctionnels de désinfecteur automatique des mains	02		
3	Jeux tournevis	03		
4	station à souder	03		
5	jeux tournevis à précision	03		
6	jeux de clé plate	03		
7	jeux de clé à leine	03		
8	jeux de clé torz	03		
9	multimètres	03		
10	jeux de pince (coupante, universel, dénudé...)	03		
11	alimentation stabilisée variable	03		
12	pompe à dessouder	03		
13	insoleuse	01		
14	perceuse à colonne pour plaque électronique	02		
15	pack solution pour insoler	03		
16	imprimante pour plaque (CNC)	01		
17	imprimante 3D	01		
18	analyseur d'oxygène	01		
	<b>TOTAL HTVA</b>			
	<b>TVA 19,25 %</b>			
	<b>2,2% OU 5,5%</b>			
	<b>Montant TTC</b>			
	<b>NET A PAYER</b>			





# Pièce n° 9 :

## Le modèle de marché



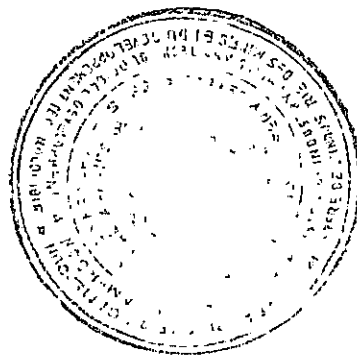
# Sommaire

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Titre II : Termes de Référence

Titre III : Bordereau des prix Unitaires

Titre IV : Devis Quantitatif et Estimatif



-----  
MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET  
DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

-----  
MINISTRY OF MINES, INDUSTRY AND  
TECHNOLOGICAL DEVELOPMENT

-----  
COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES  
MARCHES

-----  
TENDERS BOARD

MARCHE N° \_\_\_\_\_ /M /MINMIDT/SG/DAG/SDBMM/SMP/2021 DU \_\_\_\_\_  
PASSE APRES AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE  
N° \_\_\_\_\_ AONR/MINMIDT/SG/DAG/SDBMM/SMP/2021 DU \_\_\_\_\_  
Pour la réalisation des prototypes de désinfecteur automatique des mains

**MAITRE D'OUVRAGE :** MINISTRE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU  
DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

**OBJET DU MARCHE :** LA REALISATION DES PROTOTYPES DE DESINFECTEUR  
AUTOMATIQUE DES MAINS

**TITULAIRE DU MARCHE :** *[indiquer le titulaire et son adresse complète]*

B.P: \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_, Tel \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_

N° R.C : \_\_\_\_\_ A à \_\_\_\_\_

N° Contribuable : \_\_\_\_\_

**LIEU DE LIVRAISON** : *MINMIDT*

**MONTANT EN FCFA** :

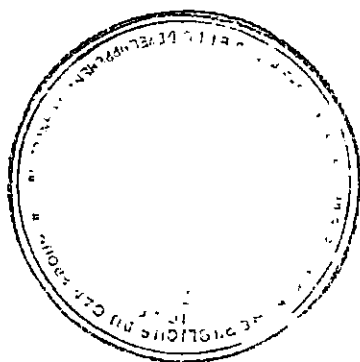
TTC	
HTVA	
T.V.A	
AIR	
Net à mandater	

**DELAI DE LIVRAISON** : trois(03) mois

**FINANCEMENT** : FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA  
COVID 19

**IMPUTATIONS** :

SOUSCRIT,  
SIGNE,  
NOTIFIE,  
ENREGISTRE,



LE \_\_\_\_\_  
LE \_\_\_\_\_  
LE \_\_\_\_\_  
LE \_\_\_\_\_

**Entre :**

L'Etat du Cameroun, représenté par le Minmidt  
Ci-après dénommée, «L'Autorité contractante»

**D'une part,**

Et la société

B.P: \_\_\_\_\_; Tel \_\_\_\_\_; Fax : \_\_\_\_\_  
N° R.C : \_\_\_\_\_; N° Contribuable : \_\_\_\_\_

*[indiquer le nom du Fournisseur, son adresse complète ainsi que le nom et la qualité du signataire habilité],*  
ci-après dénommée, «Le Fournisseur »

**D'autre part,**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :



Page..... et Dernière du Marché N° \_\_\_\_\_ /M/MINMIDT/SG/DAG/SDBMM/SMP / 2021 .....

Passé après Appel d'Offres [préciser références appel d'offres]

Avec \_\_\_\_\_,

Pour la fourniture de.....

Montant du marché : [A rappeler en Francs CFA, toutes taxes comprises en chiffres et en lettres]

Délai de livraison : [A compléter en jours, semaines, mois ou années]

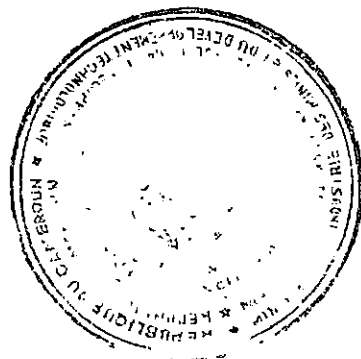
LUE ET ACCEPTEE PAR LE CO-CONTRACTANT

YAOUNDE, LE \_\_\_\_\_

LE MINISTRE DES MINES, DE L'INDUSTRIE  
ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

YAOUNDE, LE \_\_\_\_\_

ENREGISTREMENT



Pièce n° 09 :  
Modèles des pièces à utiliser  
par les Soumissionnaires



# Table des modèles

Annexe n° 1 : Modèle de caution de soumission.....

Annexe n° 2 : Modèle de cautionnement définitif.....

Annexe n° 3 : Modèle de caution d'avance de démarrage.....

Annexe n° 4 : Modèle de caution de retenue de garantie.....

Annexe n° 5 : Modèle d'autorisation du fabricant.....



## Annexe n° 1 : Modèle de caution de soumission

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse], « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Fournisseur ..... , ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du ..... pour [rappeler l'objet de l'appel d'offres], ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [indiquer le montant]francs CFA,

Nous ..... [nom et adresse de la banque], représentée par ..... [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;

ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité :

- manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ;
- manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à ....., le .....

[signature de la banque]

## Annexe n° 2 : Modèle de cautionnement définitif

Banque :

Référence de la Caution : N° .....

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage et son adresse ] Cameroun, ci-dessous désigné «le Maître d'Ouvrage »

Attendu que ; ..... [nom et adresse du fournisseur], ci-dessous désigné « le

Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser  
[indiquer la nature des prestations ]

Attendu qu'il est ; stipulé dans le marché que le Fournisseur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre (2 et 5 %)] du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous, ..... [nom et adresse de banque],  
représentée par

.....  
..... [noms des signataires],

ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de  
..... [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification au Fournisseur, par le Maître d'Ouvrage, de l'approbation du marché. Elle sera libérée dans un délai de [indiquer le délai] à compter de la date de réception provisoire des prestations.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à ....., le .....

[signature de la banque]

**Annexe n° 3 : Modèle de caution d'avance de démarrage**

Banque : référence, adresse .....

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de :  
..... [le titulaire], au profit de

Maître d'Ouvrage

[Adresse du Maître d'Ouvrage]

(« le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que .....[le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché .....du .....relatif aux prestations [indiquer l'objet des prestations, les références de l'appel d'offres et le lot, éventuellement], de la somme totale maximum correspondant à l'avance de 30 % du montant Toutes Taxes Comprises du marché n° ..... , payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit : ..... francs CFA

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de ..... [le titulaire] ouverts auprès de la banque..... sous le n°  
.....

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

*Signé et authentifié par la banque*  
à ....., le .....

[signature de la banque]



#### Annexe n° 4 : Modèle de caution de retenue de garantie

Banque : .....  
Référence de la Caution : N° .....  
Adressée [indiquer le Maître d'Ouvrage]  
[Adresse du Maître d'Ouvrage]

ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que  
[nom et adresse du fournisseur],  
ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché, à réaliser les prestations de  
[indiquer l'objet des prestations]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant du marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur cette caution,  
..... [nom et adresse de banque], représentée par  
..... [noms des signataires], et ci-dessous désignée « la banque  
»,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage, au nom du Fournisseur, pour un montant maximum de .....  
[en chiffres et en lettres], correspondant à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant du marché<sup>(10)</sup>.

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des prestations figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des prestations, et sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque  
à ....., le  
[signature de la banque]

Cas où la caution est établie une fois au démarrage des prestations et couvre la totalité de la garantie, soit 10% du marché

## Annexe n° 5 : Modèle d'autorisation du fabricant

*[Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d'autorisation doit être à l'en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les RPAO]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AO N° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_ : *[insérer les références de l'Appel d'Offres]*

Variante N°. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A: *[insérer nom complet du Maître d'Ouvrage]*

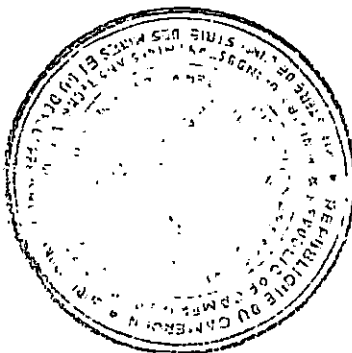
Je soussigné (nom et adresse complète du fabricant) .....

Atteste que la société (nom et adresse complète) est habilitée à commercialiser nos produits (ou le cas échéant) dispose d'un agrément.

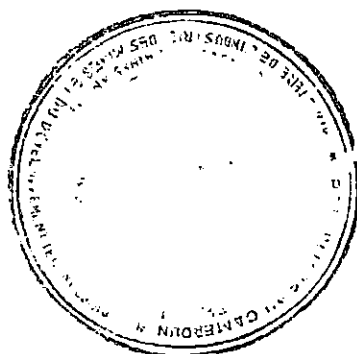
Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants pour les fournitures offertes.

*Signature*

En date du .....jour de .....



Pièce n° 12 :  
Liste des établissements bancaires et  
organismes financiers autorisés à  
émettre des cautions dans le cadre des  
marchés publics



## **I- BANQUES**

1. Afriland First Bank
2. Banque Atlantique
3. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
4. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK)
5. Banque International du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit
6. Bank of Africa Cameroon
7. CITI Bank
8. Commercial Bank of Cameroon
9. Credit Communautaire d'Afrique (CCA)
10. Ecobank
11. National Financial Credit Bank
12. Société Commerciale de Banque au Cameroun
13. Société Générale de Banque au Cameroun
14. Standard Chartered Bank Cameroon
15. Union Bank of Cameroon
16. United Bank for Africa.

## **II- Compagnies d'assurances**

17. Chanas assurances;
18. Activa Assurances
19. Zenith Assurance.
20. AREA Assurance
21. Atlantique Assurances
22. Beneficial General Insurance
23. CPA SA
24. NSIA Assurance
25. PRO ASSUR
26. SAAR
27. SAHAM Assurance